

# JOURNAL OFFICIEL

## DES

### ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 89  
N° 20.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 30  
NO TETEPÄ 1940.

## ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger .....	71 fr.	42 fr.	23 fr.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être  
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne .....	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne .....	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers : .....	5 fr.
Les mêmes, renouvelées .....	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc .....	2 fr.

Sur la proposition du gouvernement pro-  
visoire et du comité France libre de Tahiti,  
le général de Gaulle a, par télégramme en  
date du 10 septembre 1940, nommé Mon-  
sieur l'intendant MANSARD, gouverneur  
des Etablissements français de l'Océanie.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

	Pages
1940 10 sept. Arrêté n° 773 g.p./a.p.e., créant un nouveau centre d'état civil à Maroe, Haahine (Iles-Sous-le-Vent)...	426
12 sept. Décision n° 774 s., portant mutation de sages-femmes du cadre local .....	426
13 sept. Arrêté n° 776 c., ordonnant la réquisition du paque- bot « Ville d'Amiens » .....	426
14 sept. Décision n° 777 c., remettant M. Chastenot de Géry, gouverneur de 2 <sup>e</sup> classe des colonies, à la dispo- sition du gouvernement de Vichy .....	426
14 sept. Arrêté n° 778 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage, au quartier-maître Dubois .....	427
14 sept. Arrêté n° 779 a.g.f., promulguant et rendant exécutoires deux délibérations des délégations économiques et financières instituant : 1° une taxe « ad va- lorem » sur les phosphates exportés ; 2° majorant la taxe de consommation sur les tabacs .....	427
14 sept. Arrêté n° 780 a.p.e., modifiant l'arrêté n° 855 d.e.c.r. du 2 septembre 1939 concernant la déclaration des stocks de certains produits .....	427
16 sept. Arrêté n° 782 a.g.f., donnant délégation de pouvoir d'ordonnement et de signature de pièces justi- ficatives à M. Villant, adjoint des services civils des colonies .....	428
16 sept. Décision n° 790 c., remettant M. Breul, ingénieur de 4 <sup>e</sup> classe des t.p.e., chef du service des travaux publics à la disposition du gouvernement de Vichy .....	428

16 sept. Décision n° 791 c., remettant M. le médecin-comman- dant Alain, chef du service de santé, à la disposition du gouvernement de Vichy .....	428
18 sept. Décision n° 793 a.g.f., acceptant démission et por- tant nomination .....	428
19 sept. Arrêté n° 794 c., chargeant M. Brunet, chef du ser- vice d'administration générale et des finances, de l'expédition des affaires courantes et urgentes .....	429
20 sept. Décision n° 804 a.g.f., portant rectification de déci- sion de reclassement d'agents auxiliaires .....	429
20 sept. Décision n° 805 a.g.f., portant congédiement de di- vers agents auxiliaires de l'administration locale ..	429
20 sept. Décision n° 806 i.p., portant nomination de deux ins- titutrices suppléantes à l'école centrale de Papeete ..	430
21 sept. Décision n° 809 p., ouvrant une session d'examens pour l'obtention de divers brevets et certificats lo- caux de la marine marchande .....	430
23 sept. Décision n° 810 c., chargeant le médecin-commandant Pecrin, des fonctions de chef du service de santé ..	430
23 sept. Décision n° 811 a.g.f., chargeant M. Pomel (Robert), adjoint technique principal du cadre général des tra- vaux publics des colonies, des fonctions de chef du service des travaux publics .....	431
24 sept. Décision n° 813 c., nommant M. Terüpaia Hiro a Teu- ruarii, agent auxiliaire du service local .....	431
24 sept. Arrêté n° 820 a.g.f., prescrivant des mesures d'ordre comptable en ce qui concerne la Compagnie auto- nome d'Infanterie coloniale de Tahiti .....	431
24 sept. Décision n° 821 a.g.f., accordant une avance sur pen- sion aux orphelins Duchemin (Roland), commis de 1 <sup>re</sup> classe des P.T.T. du service local .....	432
25 sept. Décision n° 825 a.g.f., accordant à M. Cadousteau (Raymond), ouvrier de 7 <sup>me</sup> classe de l'imprimerie du gouvernement, un congé pour affaires person- nelles .....	432
Extraits .....	433

## AVIS OFFICIELS

Service Topographique. — Avis concernant le district de Haapiti (Moorea) .....	433
Service Topographique. — Avis concernant les opérations cadastrales du district de Papetoi (Moorea) .....	433

## PARTIE NON OFFICIELLE

## DIVERS

Annouces judiciaires et avis divers..... 434

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

**ARRÊTÉ n° 773 g.p., a.p.e.,** créant un nouveau centre d'état civil à Maroe, Huahine (Iles sous-le-Vent).

(Du 10 septembre 1940).

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940;

Vu l'arrêté du 26 janvier 1898, portant organisation de l'état-civil aux Iles-Sous-le-Vent;

Attendu qu'en raison de l'éloignement du district de Fare, seul centre d'état-civil de Huahine, des trois districts de Maroe, Tefarerii et Haapu les déclarations prescrites par la loi entraînent des déplacements par trop longs et coûteux;

Vu le vœu émis par la population des trois districts considérés et sur la proposition du chef de la circonscription administrative des Iles-Sous-le-Vent;

Vu l'avis conforme du chef du service judiciaire et du chef du service des affaires politiques et économiques,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Un nouveau centre d'état-civil est créé à Maroe, île de Huahine.

Art. 2. — Le chef du district de Maroe est nommé officier d'état-civil et chargé de la tenue des registres.

Art. 3. — Le chef du service des affaires politiques et économiques et le chef de la circonscription administrative des Iles-Sous-le-Vent sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 septembre 1940.

Pour les Membres du Gouvernement provisoire  
et par ordre :

*L'un d'eux, délégué ;*

E. AHNNE.

**DÉCISION n° 774 s.,** portant mutation de sages-femmes du cadre local.

(Du 12 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 1066 a.g.f. du 29 octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 82 a.g.f. du 27 janvier 1939 organisant le cadre des infirmiers, infirmières et sages-femmes;

Vu l'arrêté n° 488 c. du 13 juillet 1934 portant règlement sur le régime des déplacements des fonctionnaires et agents, modifié en dernier lieu par l'arrêté n° 327 a.g.f. du 16 avril 1932;

Sur la proposition du chef de la circonscription administrative des Iles Marquises et l'avis conforme du chef du service de santé,

## DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — La sage-femme de 4<sup>me</sup> classe Mahuta (Terootua) actuellement en service au dispensaire de Hatiehu (Nuka-Hiva, Iles Marquises), est rappelée au centre médical de Papeete, pour stage de réimprégnation.

Art. 2. — La sage-femme de 4<sup>me</sup> classe Perry (Marianne), actuellement en service à la Maternité de Papeete, est désignée pour remplacer provisoirement à Atiehu la sage-femme Mahuta (Terootua) pendant son stage de réimprégnation à la Maternité de Papeete.

Elle s'embarquera à cet effet, à bord de la goélette « *Tamara* » dont le départ est annoncé pour le 15 septembre 1940.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 septembre 1940.

MANSARD.

**ARRÊTÉ n° 776 c.,** ordonnant la réquisition du paquebot « *Ville d'Amiens* ».

(Du 13 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 31 juillet 1914 sur la réquisition maritime;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 13 septembre 1940;

Vu les nécessités de la Défense Nationale,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le paquebot « *Ville d'Amiens* », est réquisitionné pour compter du 13 septembre 1940.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 septembre 1940.

MANSARD.

**DÉCISION n° 777 c.,** remettant Monsieur Chastenet de Géry, gouverneur de 2<sup>e</sup> classe des colonies, à la disposition du gouvernement de Vichy.

(Du 14 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la proclamation à Tahiti d'un gouvernement provisoire rattaché au gouvernement de la France libre du Général de Gaulle;

Attendu que Monsieur Chastenet de Géry a résigné ses fonctions le 2 septembre 1940;

Vu l'ordre du Général de Gaulle concernant cet ex-gouverneur en date du 7 septembre 1940;

Vu l'autorisation de transfert du gouvernement de la Nouvelle-Zélande en date du 12 septembre 1940;

Vu le télégramme en date du 10 septembre 1940 nommant Monsieur l'intendant militaire Mansard gouverneur des Etablissements français de l'Océanie,

#### DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Monsieur Chastenet de Géry est remis à la disposition du gouvernement de Vichy.

Il prendra passage à bord du paquebot mixte « Limerick » quittant le port de Papeete le 14 septembre 1940 à 17 heures.

Art. 2. — Monsieur Chastenet de Géry sera accompagné de sa femme et de ses 2 enfants.

Art. 3. — Il sera aligné en solde de présence jusqu'au jour de son embarquement à destination de la métropole.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 14 septembre 1940.

MANSARD.

ARRÊTÉ n° 778 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage, au quartier-maître Dubois.

(Du 14 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 15 du décret du 5 mars 1927 ;

Vu les décrets des 28 juin 1877 et 18 octobre 1918 ;

Vu la requête présentée par M. Dubois (Gaston), quartier-maître de la marine, et tendant à obtenir dispense de la production de son acte de naissance à l'effet de contracter mariage avec Mademoiselle Emma a Parata ;

Attendu que le requérant est né à Goussainville (Eure-et-Loir), le 3 mai 1917, et qu'il est difficile actuellement de faire venir cette pièce du lieu d'origine ;

Sur le rapport du chef du service judiciaire,

Le conseil privé entendu dans sa séance en date du 13 septembre 1940,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Dispense de la production de son acte de naissance est accordée au quartier-maître Dubois (Gaston), né à Goussainville, département de l'Eure-et-Loir, (France), le 3 mai 1917, fils de Louis, Pierre et de Touche Lucie, Gabrielle, à l'effet de contracter mariage avec Mademoiselle Emma a Parata.

Art. 2. — Ampliation du présent arrêté sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 3. — Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 septembre 1940.

MANSARD.

ARRÊTÉ n° 779 a.g.f., promulguant et rendant exécutoires deux délibérations des délégations économiques et financières instituant : 1° une taxe "ad valorem" sur les phosphates exportés ; 2° majorant la taxe de consommation sur les tabacs.

(Du 14 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940 ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 13 septembre 1940,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendues exécutoires les deux délibérations des délégations économiques et financières, en date du 6 septembre 1940, dont la teneur suit :

Les délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie, délibérant dans les conditions fixées par l'article 18 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 ont, dans leur séance du 6 septembre 1940, adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1<sup>er</sup>. — A partir du jour de la promulgation de la présente délibération au *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie par le gouverneur, il sera perçu au profit du budget local de la colonie une surtaxe d'exportation calculée comme ci-après sur la valeur des phosphates exportés des Etablissements français de l'Océanie sur une destination quelconque ;

Par tranche successive de cinquante mille tonnes exportées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année :

4 1/2 %	sur la valeur de la première tranche :
5 %	— — de la deuxième tranche ;
5 1/2 %	— — de la troisième tranche ;
6 %	— — du tonnage excédant cent cinquante mille tonnes.

Cette surtaxe s'ajoutera à la taxe établie par l'article 2, § D de l'arrêté du 10 décembre 1928, modifié par le décret du 7 mars 1934.

La valeur servant de base à la perception sera la valeur mercuuriale officielle ou, à défaut, le prix de la marchandise dans les magasins de l'exportateur.

Les délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie, délibérant conformément à l'article 18 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 ont adopté, dans leur séance du 6 septembre 1940, la délibération dont la teneur suit :

Article unique. — Le taux de la taxe intérieure sur les tabacs à fumer, cigares et cigarettes de fabrication locale ou d'importation consommés dans les Etablissements français de l'Océanie, établie par l'arrêté du 23 décembre 1923, est modifié comme suit :

Tabac à fumer.....	40 frs le kilogramme net.
Cigares et cigarettes.....	80 frs — —

Le gouverneur des Etablissements français de l'Océanie est autorisé à rendre immédiatement exécutoire la présente délibération dont les effets cesseront le 1<sup>er</sup> janvier 1942.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 septembre 1940.

MANSARD.

ARRÊTÉ n° 780 a.p.e., modifiant l'arrêté n° 855 d.e.c.r. du 2 septembre 1939 concernant la déclaration des stocks de certains produits.

(Du 14 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 855 d.e.c.r., du 2 septembre 1939 concernant la déclaration des stocks de certains produits ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 13 septembre 1940,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 855 d.e.c.r. du 2 septembre 1939 est complété ainsi qu'il suit :

« Les mêmes personnes peuvent être tenues de faire cette déclaration sur une simple réquisition ou un simple avis porté à leur connaissance par les services administratifs compétents ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera exécutoire selon la procédure d'urgence prévue à l'article 8 du décret du 18 août 1868.

Papeete, le 14 septembre 1940.

MANSARD.

ARRÊTÉ n° 782 a.g.f., donnant délégation de pouvoir d'ordonnancement et de signature de pièces justificatives à M. Villant, adjoint des services civils des colonies.

(Du 16 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940 ;

Vu l'arrêté n° 761 bis g.p./a.g.f. du 3 septembre 1940.

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est rapporté l'arrêté susvisé n° 761 bis g.p./a.g.f. du 3 septembre 1940.

Art. 2. — Délégation de pouvoir d'ordonnancement est confiée à M. Villant Paulin, chef du bureau des finances, pour les recettes et les dépenses des budgets colonial, local, de l'office colonial des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation, spéciaux et annexes et de tous comptes de trésorerie.

Art. 3. — Délégation de pouvoir de signer toutes pièces justificatives de l'ordonnancement des recettes et des dépenses des budgets exécutés et comptes tenus dans la colonie, notamment les certificats administratifs, est également confiée à M. Villant.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 septembre 1940.

MANSARD.

DÉCISION n° 790 c., remettant M. Breul, ingénieur de 4<sup>e</sup> classe des t.p.e., chef du service des travaux publics, à la disposition du gouvernement de Vichy.

(Du 16 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la proclamation à Tahiti d'un gouvernement provisoire rallié au gouvernement de la France libre du général de Gaulle ;

Vu le télégramme en date du 10 septembre 1940 nommant Monsieur l'intendant Mansard, gouverneur des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la lettre en date du 13 septembre 1940 de M. Breul, ingénieur de 4<sup>e</sup> classe des t.p.e., chef du service des travaux publics, demandant son rapatriement ;

Le conseil privé élargi entendu dans sa séance du 16 septembre 1940,

## DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — M. Breul, ingénieur de 4<sup>e</sup> classe des t.p.e., chef du service des travaux publics, est remis à la disposition du gouvernement de Vichy.

Il prendra passage à bord du paquebot « Ville d'Amiens », quittant le port de Papeete le 18 septembre 1940 ;

Art. 2. — M. Breul sera accompagné de sa femme et de ses 3 enfants.

Art. 3. — Il sera aligné en solde de présence jusqu'au jour de son embarquement à destination de la métropole.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 16 septembre 1940.

MANSARD.

DÉCISION n° 791 c., remettant M. le médecin commandant Alain, chef du service de santé, à la disposition du gouvernement de Vichy.

(Du 16 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la proclamation à Tahiti d'un gouvernement provisoire rallié au gouvernement de la France libre du général de Gaulle ;

Vu le télégramme en date du 10 septembre 1940 nommant M. l'intendant militaire Mansard, gouverneur des Etablissements français de l'Océanie ;

Considérant que le médecin-commandant Alain ne reconnaît pas l'autorité du gouvernement établi et groupe des résistances contre ce gouvernement ;

Le conseil privé élargi entendu dans sa séance du 16 septembre 1940,

## DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — M. le médecin-commandant Alain, chef du service de santé, est remis à la disposition du gouvernement de Vichy.

Il prendra passage à bord du paquebot « Ville d'Amiens » quittant le port de Papeete le 18 septembre 1940.

Art. 2. — M. le médecin-commandant Alain sera accompagné de sa femme.

Art. 3. — Il sera aligné en solde de présence jusqu'au jour de son embarquement à destination de la métropole.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 16 septembre 1940.

MANSARD.

DÉCISION n° 793 a.g.f., acceptant démission et portant nomination.

(Du 18 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 fixant le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la décision n° 11 a.g.f. du 5 janvier 1940, portant reclasse-

ment d'agents auxiliaires (liste 4) notamment en ce qui concerne la nomination de M. Heiau (Teahu) comme agent auxiliaire du service local de 5<sup>e</sup> catégorie, 43<sup>e</sup> degré et le chargeant des fonctions de gardien de phare à Takapoto (Tuamotu);

Vu la lettre en date du 22 juillet 1940 de M. le chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier rendant compte que le nommé Heiau (Teahu) a cessé ses fonctions à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1940;

Considérant que de ce fait l'intéressé est démissionnaire,

#### DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1940 la démission de ses fonctions d'agent auxiliaire du service local de 5<sup>e</sup> catégorie présentée par M. Heiau (Teahu) gardien de phare à Takapoto (Tuamotu).

Art. 2. — Pour compter de la même date M. Haïhai a Tamateua, né le 24 septembre 1908, est nommé agent auxiliaire du service local, 5<sup>e</sup> catégorie, 43<sup>e</sup> degré, aux appointements annuels de sept cent vingt francs (720 frs) et chargé des fonctions de gardien de phare de l'île Takapoto (Tuamotu).

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 18 septembre 1940.

MANSARD.

ARRÊTÉ n° 794 c., chargeant M. Brunet, chef du service d'administration générale et des finances, de l'expédition des affaires courantes et urgentes.

(Du 19 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 6 février 1928 réglant les conditions dans lesquelles sont exercées aux colonies diverses fonctions intérimaires et l'expédition des affaires courantes;

Vu l'état de santé du gouverneur l'empêchant, provisoirement, d'assurer ses fonctions,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'expédition des affaires courantes et urgentes sera assurée par M. J. Brunet, chef du service d'administration générale et des finances, pendant l'indisponibilité du gouverneur.

Art. 2. — M. Brunet fera précéder sa signature de la formule :  
« Pour le gouverneur empêché, le chef du service d'administration générale et des finances, chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes ».

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 septembre 1940.

MANSARD.

DÉCISION n° 804 a. g. f., portant rectification de décision de reclassement d'agents auxiliaires.

(Du 20 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 83 a. g. f. du 27 janvier 1939 fixant le statut du personnel auxiliaire;

Vu les actes de naissance présentés par certains auxiliaires,

#### DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — La décision n° 44 a. g. f. du 5 janvier 1940 (liste 4) portant reclassement d'agents auxiliaires est rectifiée comme suit :

1<sup>o</sup> A : Circonscription administrative (Tuamotu).

#### Présidents des conseils de district :

M. Tehau (Teariki, Hauatua) au lieu de Tapi (Terii, Hauatua), président du conseil de district de Faaite.

2<sup>o</sup> A : Circonscription administrative des îles  
Sous-le-Vent.

#### Sûreté :

M. Teriipaia (Temarii, Hautere) dit Maiarii, Marii au lieu de : M. Maiarii Marii, agent de police à Vaitape.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 septembre 1940.

Pour le gouverneur empêché :

*Le chef du service d'administration générale  
et des finances, chargé de l'expédition des  
affaires courantes et urgentes,*

J. BRUNET.

DÉCISION n° 805 a. g. f., portant congédiement de divers agents auxiliaires de l'administration locale.

(Du 20 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940;

Vu l'arrêté n° 83 a. g. f., du 27 janvier 1939, notamment l'article 52 fixant le statut du personnel auxiliaire;

Vu la décision n° 29 a. g. f., du 11 janvier 1940,

#### DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont congédiés, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941, les agents auxiliaires désignés ci-après ayant atteint ou dépassé la limite d'âge :

MM. Harrys William, Marere, auxiliaire de 5<sup>e</sup> catégorie, 27<sup>e</sup> degré,  
Maamaatua Huiotu, Tehaitua, auxiliaire de 4<sup>e</sup> catégorie,  
18<sup>e</sup> degré,

Demarque (Joseph), auxiliaire de 5<sup>e</sup> catégorie, 41<sup>e</sup> degré,

Chevrier (Jules), auxiliaire de 2<sup>e</sup> catégorie, 5<sup>e</sup> degré,

Mataoa Manea, auxiliaire de 4<sup>e</sup> catégorie, 22<sup>e</sup> degré,

Mamatui (Jean), auxiliaire de 4<sup>e</sup> catégorie, 15<sup>e</sup> degré,

Colombani (Ambroise), auxiliaire de 2<sup>e</sup> catégorie, 5<sup>e</sup> degré,

Colombelle (Alphonse), auxiliaire de 5<sup>e</sup> catégorie, 28<sup>e</sup> degré,

Bonet (Auguste), auxiliaire de 4<sup>e</sup> catégorie, 22<sup>e</sup> degré,

Mmes Augé-Daullé, auxiliaire de 1<sup>re</sup> catégorie, 3<sup>e</sup> degré,

Vve Fontane, née Delfieu (Esther), auxiliaire de 4<sup>e</sup> catégorie, 16<sup>e</sup> degré.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 septembre 1940.

Pour le gouverneur empêché :

*Le chef du service d'administration générale  
et des finances, chargé  
de l'expédition des affaires courantes et urgentes,*

J. BRUNET.

DÉCISION n° 806 i.p., portant nomination de deux institutrices suppléantes à l'école centrale de Papeete.

(Du 20 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté 151 i.p. du 9 février 1938, réorganisant l'instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté 83 a.g.f. du 27 janvier 1939, fixant le statut du personnel auxiliaire ;

Vu le budget de 1940 et les prévisions pour créations et suppléances ;

Vu les nécessités du service ;

Sur la proposition du chef du service de l'instruction publique,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — M<sup>lle</sup> Fuller Odette, élève du cours normal à l'école centrale de Papeete, titulaire du brevet élémentaire métropolitain et de la partie écrite du C.A.P. local, est nommée agent auxiliaire du service local de 3<sup>me</sup> catégorie, 21<sup>e</sup> degré, en qualité d'institutrice auxiliaire.

M<sup>lle</sup> Juventin Raymonde, élève du cours normal à l'école centrale de Papeete, titulaire du brevet élémentaire métropolitain, est nommée agent auxiliaire du service local de 3<sup>me</sup> catégorie, 21<sup>e</sup> degré, en qualité d'institutrice auxiliaire.

Art. 2. — M<sup>lles</sup> Fuller et Juventin sont affectées pour suppléances à l'école centrale de Papeete.

Art. 3. — La présente décision prendra effet à compter du 15 septembre 1940 et sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 septembre 1940.

Pour le gouverneur empêché :

*Le chef du service d'administration générale  
et des finances, chargé de l'expédition  
des affaires courantes et urgentes,*

J. BRUNET.

DÉCISION n° 809 p., ouvrant une session d'examens pour l'obtention de divers brevets et certificats locaux de la marine marchande.

(Du 21 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1911, sur la marine marchande

dans les colonies, ainsi que les instructions ministérielles du 31 décembre 1911 :

Vu l'arrêté n° 385 s.g. du 3 mai 1934, fixant les détails d'application aux Etablissements français de l'Océanie, du décret du 21 décembre 1911,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — La décision n° 736 p., en date du 30 août 1940 est rapportée.

Art. 2. — Il sera ouvert à Papeete, le lundi 23 septembre 1940 à 8 heures du matin, dans les locaux du service des travaux publics, une session d'examens pour l'obtention de différents brevets et certificats locaux de la marine marchande.

Les candidats à ces examens devront adresser au gouverneur huit jours au moins avant l'ouverture de la session, les pièces suivantes :

Une demande de candidature précisant le ou les examens auxquels l'intéressé désire se présenter ;

Un extrait de son acte de naissance ;

Un extrait de son casier judiciaire, ayant moins de trois mois de date ;

Un certificat de bonne vie et mœurs ;

Un certificat médical, délivré par le chef du service de santé, constatant l'aptitude au service à la mer de l'intéressé ;

Un relevé des embarquements de l'intéressé.

La commission d'examen sera composée ainsi qu'il suit :

M.M. Gilbert, lieutenant de vaisseau.	<i>président ;</i>
Bailly, capitaine au long cours,	<i>membre ;</i>
Triolle Lucien, capitaine au long cours.	—
Genez Pierre, Honoré, officier mécanicien de la marine marchande de 1 <sup>re</sup> classe.	—
Peirsegaele, chef d'atelier des travaux publics,	—

A l'issue des examens, la commission dressera un procès-verbal comportant la liste des candidats reçus, avec le nombre de points obtenus par chacun d'entre eux.

Le procès-verbal sera transmis au chef de la colonie en même temps que les brevets et certificats qui seront présentés à sa signature.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 21 septembre 1940.

Pour le gouverneur empêché :

*Le chef du service d'administration générale  
et des finances, chargé de l'expédition  
des affaires courantes et urgentes,*

J. BRUNET.

DÉCISION n° 810 c., chargeant M. le médecin commandant Perrin, des fonctions de chef du service de santé.

(Du 23 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940 ;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 fixant la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre, étendu aux colonies par décret du 12 septembre 1939 ;

Vu la décision n° 646 c, du 23 juillet 1940 chargeant M. le médecin commandant Perrin d'une enquête aux îles Sous-le-Vent au sujet des statistiques démographiques ;

Vu la décision n° 384 s, du 7 avril 1938 fixant la date de la prise de fonctions du médecin commandant Alain des troupes coloniales, chef du service de santé des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrivée à Papeete le 28 mai 1940 du médecin capitaine des troupes coloniales, Rosmorduc ;

Vu la décision n° 791 c, du 16 septembre 1940, remettant M. le médecin commandant Alain, chef du service de santé, à la disposition du gouvernement français de Vichy ;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — M. le médecin commandant Perrin (André), prendra les fonctions de chef du service de santé en remplacement de M. le médecin commandant Alain rapatrié.

Art. 2. — En attendant son arrivée, le médecin capitaine Rosmorduc (Louis), assurera l'intérim des fonctions de chef du service de santé et de médecin-chef de l'hôpital de Papeete ainsi que l'expédition des affaires courantes et urgentes du service.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 septembre 1940.

Pour le gouverneur empêché :

*Le chef du service d'administration générale  
et des finances, chargé  
de l'expédition des affaires courantes et urgentes,*  
J. BRUNET.

DÉCISION n° 811 a.g.f. chargeant M. Pomel (Robert), adjoint technique principal du cadre général des travaux publics des colonies, des fonctions de chef du service des travaux publics.

(Du 23 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940 ;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 fixant la situation des personnels de l'État en temps de guerre, étendu aux colonies par décret du 12 septembre 1939 ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 novembre 1931 nommant à titre définitif M. Pomel, adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe du cadre général des travaux publics des colonies ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 août 1939 nommant M. Pomel adjoint technique principal de 4<sup>me</sup> classe du cadre général des travaux publics des colonies ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 décembre 1934 désignant M. Breul pour continuer ses services aux Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la décision n° 257 c, du 8 avril 1935, nommant M. Breul, chef du service des travaux publics et des mines ;

Vu la décision n° 790 c, du 16 septembre 1940, remettant M. Breul, ingénieur de 4<sup>me</sup> classe du cadre général des travaux publics des colonies, chef du service des travaux publics, à la disposition du gouvernement français de Vichy ;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — M. Pomel (Robert), adjoint technique principal de 4<sup>me</sup> classe du cadre général des travaux publics des colonies, est chargé des fonctions de chef du service des travaux publics et des mines, en remplacement de M. Breul, rapatrié.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 septembre 1940.

Pour le gouverneur empêché :

*Le chef du service d'administration générale  
et des finances, chargé  
de l'expédition des affaires courantes et urgentes,*  
J. BRUNET.

DÉCISION n° 813 c., nommant M. Teriipaia Hiro a Teuruarii agent auxiliaire du service local.

(Du 24 septembre 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 fixant le statut du personnel auxiliaire et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'avis formulé par M. le chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent dans sa lettre n° 223 g. en date du 13 septembre 1940 ;

Vu le dossier de candidature de M. Teriipaia Hiro a Teuruarii ;  
Sur la proposition du chef de cabinet, chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — M. Teriipaia Hiro a Teuruarii, marié, demeurant à Tevaitoa (île Raiatea), est nommé agent auxiliaire du service local de 5<sup>e</sup> catégorie aux appointements annuels du 38<sup>e</sup> degré, se décomposant comme suit :

Agent de police : 1.152 frs imputables au chapitre 4 du budget local — Courrier piéton : 288 frs imputables au chapitre 8 du budget local.

Art. 2. — M. Teriipaia Hiro a Teuruarii est affecté à la circonscription des îles Sous-le-Vent en qualité d'agent de police du district de Tevaitoa (Raiatea).

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 24 septembre 1940.

Pour le gouverneur empêché :

*Le chef du service d'administration générale  
et des finances, chargé de l'expédition des  
affaires courantes et urgentes,*  
J. BRUNET.

ARRÊTÉ n° 820 a.g.f. prescrivant des mesures d'ordre comptable en ce qui concerne la compagnie autonome d'infanterie coloniale de Tahiti.

(Du 24 septembre 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la proclamation en date du 2 septembre 1940 ralliant la colonie des Établissements français de l'Océanie à la cause du général de Gaulle;

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Le ralliement de la colonie à la cause ci-dessus énoncée ayant pour conséquence de poursuivre avec l'Angleterre, la lutte contre l'Allemagne et l'Italie afin de libérer la France envahie, sont prescrites, en ce qui concerne la compagnie autonome d'infanterie coloniale de Tahiti, les mesures suivantes :

Art. 2. — Les comptabilités deniers et matières seront arrêtées selon les formes réglementaires à la fin de la journée du 2 septembre 1940.

Art. 3. — Une nouvelle gestion de ces comptabilités, prenant en charge les soldes de la gestion précédente, sera ouverte pour compter du 3 septembre 1940.

Art. 4. — Les mutations seront libellées comme suit :

a) en ce qui concerne les militaires présents au corps le 2 septembre 1940 :

« Maintenus au corps sur leur désir spontané de poursuivre la guerre au côté des alliés pour libérer la France envahie ».

b) en ce qui concerne les engagés volontaires :

« Engagés volontaires pour la durée de la guerre dans le corps expéditionnaire français du Pacifique destiné à poursuivre la guerre au côté des alliés pour libérer la France envahie ».

Art. 5. — Le capitaine, commandant la compagnie autonome d'infanterie coloniale de Tahiti et le bureau de recrutement de Papeete, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 septembre 1940.

Pour le gouverneur empêché :

*Le chef du service d'administration générale  
et des finances, chargé de l'expédition des  
affaires courantes et urgentes,*

J. BRUNET.

DÉCISION n° 821 a.g.f., accordant une avance sur pension aux orphelins Duchemin (Roland), commis de 1<sup>re</sup> classe des p.t.t., du service local.

(Du 24 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la demande de M. Picard (Emmanuel), tuteur des mineurs Duchemin ;

Vu le décès de M<sup>me</sup> V<sup>ve</sup> Duchemin (Roland), survenu le 23 septembre 1938 ;

Vu le dossier transmis au bureau de liquidation et de concession de la c.i.r. par lettre n° 274 a.g.f. du 10 juillet 1940 ;

Vu l'article 24 du décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 ;

Vu les circonstances actuelles et les difficultés de communication avec la métropole ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

**DÉCIDE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Pour compter du 23 septembre 1938, il est alloué

à titre d'avance sur pension aux orphelins Roland et Odette Duchemin une allocation provisoire annuelle de ; *Huit cent trente francs* (830 fr.)

Art. 2. — La dite allocation imputable au compte « Avances consenties aux fonctionnaires soumis au régime de la caisse intercoloniale de retraites » sera payable par trimestre et à termes échus. Le montant de ces avances sera repris lors de la liquidation de la pension définitive.

Art. 3. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 24 septembre 1940.

Pour le gouverneur empêché :

*Le chef du service d'administration générale  
et des finances, chargé de l'expédition des  
affaires courantes et urgentes,*

J. BRUNET.

DÉCISION n° 825 a.g.f., accordant à M. Cadousteau (Raymond) ouvrier de 7<sup>e</sup> classe de l'imprimerie du gouvernement un congé pour affaires personnelles

(Du 25 septembre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940 ;

Vu l'arrêté n° 1068 a.g.f. du 29 octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local, notamment l'article 26 ;

Vu la décision n° 245 c. du 23 mars 1940, notamment l'article 2 prononçant la mise en disponibilité de M. Cadousteau (Raymond) ouvrier de 7<sup>e</sup> classe de l'imprimerie du gouvernement pour une période de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 1940, afin de lui permettre de contracter un engagement en France pour la durée de la guerre ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances.

**DÉCIDE :**

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 2 de la décision n° 245 c. du 23 mars 1940 susvisé est rapporté pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1940.

Art. 2. — Pour compter de la même date, il est accordé à M. Cadousteau (Raymond), ouvrier de 7<sup>e</sup> classe de l'imprimerie du gouvernement, un congé pour affaires personnelles de six mois.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera,

Papeete, le 25 septembre 1940.

Pour le gouverneur empêché :

*Le chef du service d'administration générale  
et des finances, chargé de l'expédition des  
affaires courantes et urgentes,*

J. BRUNET.



## EXTRAITS

## Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

## CABINET.

1. — *Par décision n° 807 du 20 septembre 1940.* — Il est accordé, conformément à l'article 31 de l'arrêté n° 83 a.g.f., du 27 janvier 1939, à M<sup>me</sup> Hintzé Claire, épouse Bambridge, dame auxiliaire de 3<sup>e</sup> catégorie, affectée au service des affaires politiques et économiques, un congé de convalescence de 3 mois pour compter du 15 septembre 1940.

2. — *Par décision n° 810 du 21 septembre 1940.* — La démission de ses fonctions d'apprenti à l'imprimerie du gouvernement offerte par M. Colombani Alfred est acceptée pour compter du 12 septembre 1940.

Pour compter du 20 septembre 1940, M. Winchester Edmond est nommé apprenti à l'imprimerie du gouvernement aux appointements annuels de 3.600 francs, imputables au chapitre 8 du budget local.

\* \* \*

## ENSEIGNEMENT.

1. — *Par décision n° 808 du 20 septembre 1940.* — Mademoiselle Harrys Joséphine, agent auxiliaire du service local de 5<sup>e</sup> catégorie aux appointements annuels du 28<sup>e</sup> degré, monitrice d'école à Tiputa (Rangiroa), est relevée de ses fonctions.

Monsieur Sanford Paul, titulaire du certificat spécial pour l'enseignement (ancien "brevet local"), est nommé agent auxiliaire du service local de 4<sup>e</sup> catégorie, aux appointements annuels du 24<sup>e</sup> degré, en qualité de moniteur à l'école de Rangiroa (Avatoru), pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1940.

\* \* \*

## SANTÉ.

1. — *Par décision n° 781 du 16 septembre 1940.* — Il est accordé à M. Malardé (Jean) agent auxiliaire du service local, 2<sup>e</sup> catégorie, au service d'hygiène, un congé de convalescence d'un mois du 2 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 1940 inclus, dans les conditions de l'article 31 de l'arrêté n° 83 a.g.f., du 27 janvier 1939.

Le médecin chargé du service d'hygiène devra notifier au service d'administration générale et des finances, la date de la reprise de service de M. Malardé.

## AVIS OFFICIELS

## SERVICE TOPOGRAPHIQUE

(District de Haapiti).

## AVIS

Les opérations cadastrales des terres ci-après désignées ayant eu lieu hors la présence des propriétaires, les plans en resteront déposés à la Chefferie du district de Haapiti et au bureau du service topographique, pendant un délai de six mois, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1940.

Pendant ce délai, les propriétaires défaillants pourront en

prendre connaissance et former opposition s'il y a lieu. — (Voir art. 4 et suivants de l'arrêté n° 431, du 9 août 1927).

N° des plans parcelaires	Nom de la terre	Nom du propriétaire	Observations ou situation des terres
117	Uramaru (3) ....	H <sup>ers</sup> Akimnoi Chee Ayee	à Vaianae
120	Puura (2).....	Domaine.	(vallée de Vaianae)
126	Tevahafarau.....	—	(baie Vaianae)
129	Tetia-Tepihaa-Putii.....	H <sup>ers</sup> Teriuhinoiatua Pomare	(vallée Vaianae)
130	Tefaiti.....	H <sup>ers</sup> Akimnoi Chee Ayee	—
140	Tehioarahu.....	John Farnum (mandataire)	au village
170	Ahorotemoa.....	Domaine.	—
171	Tehiatat.....	H <sup>ers</sup> Teriuhira a Tevavae	—
172	Tahoa ou Tahaoa.....	Domaine.	—
174	Tematieofa (2)...	—	—
201	Otairoa.....	—	vallée Haapiti
205	Teopae-Oiriputaiti.....	—	—
206	Tavarovaro.....	—	—
241	Paipaiarure.....	—	—
242	Apahoro.....	—	—
250	Utipo.....	Epoux Hugueny	—
257	Tenituaolo.....	Ahu a Virihia et h <sup>ers</sup> Tehi Chi 2372	à Uufau
266	Taurutea.....	Domaine	—
279	Teafaa.....	—	—
293	Paevaeva-Vainau.....	John Farnum (mandataire)	à Moruu
313	Marulaata.....	Héritiers Tupuraa a Eleta	—
344	Tewiuoviri.....	Domaine	—
348	Teivitoa (montagne).....	—	—
342	Malu ou Temahu.....	—	à Varari
297	Tepouaru.....	H <sup>ers</sup> Teriuhira a Tevavae et h <sup>ers</sup> Vaea Vairaatoa a Tabitor	à Moruu
309	Papehoro.....	H <sup>ers</sup> Teriuhira a Tevavae	—
341	Enuaura.....	H <sup>ers</sup> Piharii a Marulaata	—

Papeete, le 19 septembre 1940.

Le chef du service de l'enregistrement et du cadastre,

A. FAUGERAT.

## SERVICE TOPOGRAPHIQUE

## AVIS

Les opérations cadastrales se poursuivront, dans le district de Papetoai (Ile Moorea), à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1940.

Les propriétaires de terres, sises dans ce district, sont instamment invités à se trouver sur leurs terres, au moment des opérations de délimitation, ou à s'y faire représenter par des mandataires réguliers.

Il appartiendra aux intéressés de résoudre, préalablement à l'ouverture des opérations cadastrales, autant que possible à l'amiable et en dehors de l'intervention administrati-

ve, les questions de délimitation et de bornage. Le lever des terres dont les limites ne seront pas reconnues par les riverains sera différé jusqu'à l'accord, ou au règlement judiciaire et il sera passé outre au lever des terres suivantes.

La délimitation des propriétés privées n'entraînera pas l'obligation de leur bornage. Néanmoins, le géomètre prêterait gratuitement son concours aux propriétaires qui voudraient profiter des garanties de sécurité et d'économie que le travail d'ensemble leur offrira pour leurs bornages particuliers, sous réserve que l'installation des bornes sera faite exclusivement par les soins des intéressés.

Les opérations de délimitation qui, conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté du 9 août 1927, auront lieu hors la présence des propriétaires, ne seront pas définitives. Un procès-verbal constatera cette circonstance et, avec le plan annexé, restera déposé pendant six mois à la Chefferie du district où les intéressés pourront en prendre connaissance.

Pendant ce délai, les propriétaires détaillants pourront former opposition au résultat des opérations, mais il n'y sera donné suite qu'après consignation des frais de transport sur les lieux du géomètre ou des membres du conseil de district. Les frais demeureront toujours à la charge des opposants.

Toute terre dont la propriété ne serait pas justifiée par des titres de revendication ou d'attribution indiscutables, pourrait être ultérieurement revendiquée par l'administration comme terre domaniale.

Papeete, le 21 septembre 1940.

*Le chef du service de l'enregistrement  
et du cadastre,*

FAUGERAT.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCE JUDICIAIRE

#### Vente de fonds de commerce.

Suivant acte sous seing privé enregistré le 24 septembre 1940.

M. Hoang You n° 4303 a cédé à M. Kwong Loi Chi n° 6579

un fonds de commerce de gros et de détail avec patente de première classe, exploité à Papeete, rue du 22 septembre, sous le nom de "TAI PING" le dit fonds consistant en :

1° L'enseigne, la clientèle et l'achalandage attachés au fonds de commerce ;

2° Le matériel et l'achalandage attachés au fonds de commerce ;

3° Les marchandises le garnissant.

Les oppositions devront être faites dans les dix jours de la seconde insertion, à Papeete, en l'étude de M<sup>e</sup> A. Richeœur.

## ANNONCES DIVERSES

### EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

#### PROCÈS-VERBAUX

##### des Délégations Economiques et Financières.

SESSIONS ORDINAIRES 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938 ET 1939.

PRIX BROCHÉS : ANNÉE 1933 : 20 francs.

— — ANNÉE 1934 : 25 francs.

— — ANNÉE 1935 : 20 francs.

— — ANNÉE 1936 : 30 francs.

— — ANNÉE 1937 : 25 francs.

— — ANNÉE 1938 : 30 francs.

— — ANNÉE 1939 : 30 francs.

#### "OCEANIA"

Légendes et Récits Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Etudes Océaniques.

PRIX BROCHÉ : 20 FRANCS.

#### SÉMAPHORE DE PAPEETE

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

#### Règlement sur la circulation routière.

Prix broché : 2 fr. 50.